GREENPEACE

# COP30 :

## aux portes de l'Amazonie, un combat commun pour le climat et la biodiversité

---

**briefing presse**

**À quelques semaines de la COP30 à Belém (Brésil), Greenpeace France appelle la France et la communauté internationale à passer des promesses à l'action : sortir des énergies fossiles, protéger les écosystèmes et garantir la justice climatique. Tenue pour la première fois aux portes de la plus grande forêt tropicale du monde, l'Amazonie, cette COP est l'occasion pour Greenpeace de rappeler combien la lutte contre la déforestation et celle contre le dérèglement climatique sont intimement liées. Dix ans après l'accord de Paris et l'adoption de l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, l'inaction des gouvernements et la cupidité des industries fossiles et agro-alimentaires est indécente. Au Brésil, pays à la fois symbole de richesse écologique et théâtre historique de luttes environnementales et sociales, Greenpeace s'inscrit pleinement dans les mobilisations de la société civile et aux côtés des peuples autochtones et des communautés locales.**

## Forêts et climat : deux enjeux indissociables

Climat et forêts forment un seul système : l'effondrement de l'un entraîne celui de l'autre. Les forêts, en particulier les forêts primaires et tropicales comme l'Amazonie, jouent un rôle vital dans la régulation du climat : elles stockent du carbone, régulent les pluies, protègent la biodiversité et soutiennent la vie de millions de personnes. Mais leur destruction s'accélère, alimentée par l'agrobusiness, les industries extractives et la recherche de profit à court terme. En retour, le dérèglement climatique accentue la vulnérabilité des forêts, affaiblit leur capacité de régénération et favorise les incendies. Ce cercle vicieux menace la stabilité du climat mondial et la vie de millions de personnes.

**À la COP30, il est urgent de reconnaître cette interdépendance afin de tenir l'objectif 1,5 °C** : de réagir collectivement avec un plan d'accélération de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de mettre en œuvre un plan d'action pour en finir avec la déforestation. Protéger les forêts, c'est prévenir le réchauffement climatique. Pour y arriver, il est indispensable de respecter les droits des peuples dont les territoires s'y étendent, et qu'ils aient accès à des financements directs pour les défendre. Greenpeace portera cette exigence à Belém.

# Les responsables : les industries fossiles et agro-alimentaires

Les multinationales du pétrole, du gaz, du charbon et de l'agro-industrie sont au cœur de la crise climatique et de la destruction des forêts. Soutenues par des gouvernements et des institutions financières, ces entreprises récoltent d'immenses profits nourris par l'aggravation du réchauffement climatique et la destruction de la biodiversité. Les majors des énergies fossiles, dont TotalEnergies, poursuivent leurs projets d'exploration et d'extraction, en dépit des avertissements répétés du GIEC.

Dans le même temps, la déforestation tropicale s'intensifie sous la pression de l'agro-industrie : élevage bovin, soja, huile de palme ou agrocarburants destinés aux marchés mondiaux. Au Brésil, l'élevage lié à l'agrobusiness est responsable de plus de 80 % de la déforestation amazonienne.

**Ces deux secteurs alimentent une même logique de destruction, fondée sur la course au profit et la surexploitation des ressources naturelles.** Leur influence au sein des négociations climatiques freine la transition, tandis que les gouvernements continuent de protéger leurs intérêts au lieu d'encadrer leurs activités prédatrices.

Pour que la COP30 marque une rupture, il faut enfin s'attaquer aux véritables responsables de la crise climatique et écologique. Greenpeace France portera cette exigence, particulièrement auprès des responsables politiques français et européens.

# Les demandes de Greenpeace France

À la COP30, dix ans après l'accord de Paris, Greenpeace appelle la France et l'Union européenne à défendre une position ambitieuse, cohérente et juste. L'heure n'est plus aux promesses : il faut des décisions concrètes pour protéger le climat, les écosystèmes et les peuples.

## 1) Faire payer les responsables

Il est temps de tenir les pollueurs responsables de leurs agissements : la justice climatique exige qu'ils paient pour les dommages qu'ils ont causés, pas les populations qui en subissent les conséquences. Greenpeace appelle la France et l'Union européenne à :

- ➔ **renforcer les financements climat publics**, notamment grâce à des taxes internationales sur les profits destructeurs et illégitimes des entreprises fossiles et à la création de nouveaux prélèvements de solidarité internationale ;

- ➔ **soutenir pleinement la Convention fiscale des Nations unies** qui sera négociée à Nairobi en parallèle de la COP30, pour garantir que les plus riches et les multinationales polluantes paient leur juste part d'impôts ;

- ➔ **allouer une part significative de ces revenus aux fonds multilatéraux pour le climat**, dont le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour les pertes et dommages, afin d'aider les pays du Sud à s'adapter et à réparer les impacts du dérèglement climatique ;

- ➔ **garantir l'accès direct aux financements pour les communautés locales et les peuples autochtones**, souvent à la fois premiers concernés par les impacts du changement climatique et en première ligne de la défense du climat.

## 2) Sortir des énergies fossiles et sécuriser l'ambition 1,5 °C

L'avenir ne peut pas se construire sur des puits de pétrole : la fin du charbon, du gaz et du pétrole doit être planifiée, financée et intégrée dans les stratégies climatiques nationales. La France doit saisir la COP30 comme l'occasion de marquer une rupture claire. Greenpeace l'appelle à :

- ➔ **présenter sans plus attendre des objectifs climatiques pour 2035 et 2040 alignés avec l'objectif 1,5 °C dans le cadre de la contribution déterminée nationale (CDN) de l'Union européenne** ;

- ➔ **lancer un plan de réponse international visant à atteindre l'objectif 1,5 °C** pour compenser le manque d'ambition des contributions nationales ;

- ➔ **concrétiser la sortie des énergies fossiles inscrite dans le texte de la COP28** avec l'adoption d'échéanciers détaillés, contraignants et équitables ;

- ➔ **supprimer les subventions publiques aux énergies fossiles** et rediriger ces fonds vers la transition juste.

## 3) Mettre un terme à la déforestation d'ici 2030

La COP30 doit aboutir à des engagements concrets, assortis de financements et de règles claires pour stopper la déforestation et la dégradation des forêts d'ici 2030. Greenpeace France appelle la France et l'Union européenne à :

- ➔ **soutenir la mise en place d'un plan d'action international**, dans le cadre de la COP30, **pour stopper et inverser la déforestation et la dégradation des forêts d'ici 2030**, objectif fixé par le premier Bilan mondial. Cela passe notamment par une reconnaissance du rôle et des droits des peuples autochtones et communautés locales et leur accès à des financements directs, et par des synergies renforcées entre les conventions de Rio et les politiques climat et biodiversité ;

- ➔ **s'opposer au report du règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts** (*Regulation on Deforestation-free Products* - EUDR) et rejeter tout affaiblissement de ce texte ;

- ➔ **s'opposer fermement à l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur**, incompatible avec la protection du climat, des forêts et des droits humains.

Au-delà des résultats auxquels aboutira cette COP30, c'est aussi la crédibilité de ce processus multilatéral qui est en jeu. **Minée par les lobbies fossiles et agro-industriels qui pèsent sur les négociations, l'ambition des COP reste**

**contrainte. Belém peut et doit rompre avec l'emprise des intérêts privés pour bâtir une gouvernance des premières personnes concernées.** Une gouvernance qui inclut vraiment les peuples autochtones, les communautés locales, les classes populaires, les jeunes, les ONG, les territoires. C'est à ce prix que la justice climatique pourra devenir la véritable boussole des décisions.

# Greenpeace France à la COP30

**Porte-paroles lors de la COP30**

**Jean-François Julliard**
directeur général, à Belém du 5 au 10 novembre,
puis depuis Paris à son retour.

**Lorelei Limousin**
chargée de campagne Climat, à Belém du 7 au 22 novembre.

**Clément Helary**
chargé de campagne Forêts, depuis Paris.

**Sarah Roussel**
chargée de campagne Climat, depuis Paris.

**Contacts presse**

**Franck Mithieux**, chargé de communication
06 30 23 52 78 / franck.mithieux@greenpeace.org

**Kim Dallet**, chargée de communication
06 33 58 39 46 / kim.dallet@greenpeace.org